

mais, une fois qu'ils se retrouvent ensemble, les choses ne s'arrangent pas de cette façon. C'est là un aspect admirable de la politique, mais je ne sais pas combien de fois on se laissera prendre à ce jeu consistant à faire croire qu'on peut travailler ensemble de cette façon-là.

Néanmoins, un certain travail peut si faire dans les capitales a savoir: discuter systématiquement des problèmes, persuader ou chercher à persuader les gens du bien-fondé de la thèse qu'on avance, créer une disposition d'esprit de telle sorte que, une fois la question portée devant cette institution spéciale qu'est le Conseil des ministres, il y aura des gens qui la comprendront. C'est un procédé extrêmement compliqué qui s'inscrit dans le cadre du processus démocratique. Il exige beaucoup de finesse.

Je formulerais une dernière suggestion: ni pas laisser aux gouvernements le soin de faire ce travail. Cette Communauté, avec tous ses aspects complexes, est, comme toute société démocratique, sujette aux groupes de pression, qu'ils soient du monde des affaires ou du monde ouvrier ou intellectuel.

Encore une fois, le Canada a des atouts spéciaux du fait que ses antécédents coloniaux le lient à deux des principaux États membres de la Communauté. Vous avez, avec la Communauté, un lien d'ordre culturel et d'intérêt général qui constitue un autre atout auquel il faut recourir dans ce travail très complexe.

Il y a deux façons d'envisager ces complexités: ou elles vous horripilent ou elles vous intéressent. J'espère que c'est la seconde option que vous prendrez.

Le sénateur Macnaughton: Je vous remercie beaucoup de cette réponse très intéressante. Si j'ai bien compris, la Communauté a une mission en poste à Washington, qui, je le présume, s'efforce de demeurer en communication avec les divers organismes du système américain. Je constate également que le Canada n'a pas réussi à obtenir de la Communauté qu'elle lui envoie une mission identique. Y a-t-il, d'après vous, des chances qu'on en ait une ici? La mission de la Communauté à Washington est-elle, d'après-vous, efficace ou l'a-t-elle été?

M. Schaezel: Je suis d'avis que la mission de la Communauté à Washington revêt une très grande importance. J'en avais fait état auprès des Européens et j'avais demandé instamment à mon gouvernement de faire valoir l'importance de cette initiative. Les raisons en sont très simples. Si vous vivez dans un royaume d'ignorance, où la mythologie prédomine, un des principaux problèmes auxquels il faut faire face dans bien des cas, c'est la connaissance exacte des faits. C'est ainsi qu'on nous accuse souvent de représenter les intérêts européens et américains. Je vous assure que ce n'est pas une situation enviable, mais il faut le faire pour pouvoir tirer les choses au clair. Il est donc du devoir de la Communauté de faire quelque chose en l'occurrence, ce qui nous porte à vous demander pourquoi vous vous êtes engagés dans cette voie. C'est que vous ne voulez pas demeurer en reste; vous voulez savoir ce qui se passe et instruire les Canadiens sur ce problème vital.

Je vous dirai, pour ma part, que ce travail incombe à la Communauté européenne elle-même qui, si ses ambitions sont vraiment celles qu'elle proclame, ne saurait se dérober à cette responsabilité. Voici ce que je lui dirais fermement: «Nous estimons que vous avez l'obligation d'établir une mission à Ottawa qui aura pour tâche de nous expliquer ce qu'est la Communauté et de servir de voie de communication».

Je vous ferai part maintenant de mes vues personnelles sur la question. Le simple particulier—que je ne suis pas resté, je ne sais pourquoi—peut se payer le luxe de dire certaines choses que je ne puis pas. Un des vrais problèmes qui se posent est la jalousie des États membres de la Communauté qui s'aperçoivent que les questions leur filent entre les doigts. Je pense notamment aux ministres des Affaires étrangères qui tiennent aux voies et aux relations diplomatiques établis au cours des siècles.

Or, sans vouloir dénigrer le sentiment de nostalgie qu'on ressent à cet égard, mais compte tenu de la primauté de l'économique, le concept de nation n'est plus, en quelque sorte, une force viable, car il est entaché d'anachronisme. Quoi qu'il en soit, les ministres des Affaires étrangères y tiennent. Je ne saurais dire ce qu'il en est du corps diplomatique canadien, mais j'en sais quelque chose des représentations étrangères à Washington où la plupart des ambassadeurs européens sont des amis que je connais depuis longtemps. Plusieurs d'entre eux, sinon tous, avouent qu'ils ne sont pas en mesure de traiter des affaires de la Communauté avec le gouvernement américain. L'ambassadeur de Belgique à Washington, un homme extrêmement compétent, est maintenant le doyen, étant donné que les Belges occupent la présidence durant le présent semestre. Je crois que la dernière chose qui lui plairait serait de discuter avec les autorités américaines une question de caractère un peu technique relative à la Communauté.

Vous avez donc besoin d'une mission compétente en matière de Communauté et qui remplirait une double fonction: celle d'informer les États-Unis ou le Canada et de servir en même temps d'office d'information. Mais les représentants américains et canadiens ne pourront jamais émuler à Bruxelles, les postes d'écoute que la Communauté maintient aux États-Unis. Voilà pourquoi je soutiens en premier lieu qu'il y va du propre intérêt de la Communauté. C'est une tâche qui doit être remplie par un bureau de la Communauté et qu'on ne saurait imposer au neuf ambassadeurs accrédités auprès du gouvernement canadien.

Quelle attitude prendre à cet égard? En premier lieu, il faudrait insister pour que la Communauté ouvre un bureau d'information ici même. C'est par là qu'il faut commencer pour éviter tous les problèmes d'ordre diplomatique, de protocole ou de sensibilité nationale. Cette initiative cadre tout à fait avec vos plans et, selon moi, les intérêts du Canada.

Le problème plus précis qui se pose dans la mesure où les Européens sont en cause, c'est que le gouvernement français—bien qu'il ne soit pas le seul—s'est particulièrement opposé à ce que la Communauté assume des respon-